



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL PARSYS 2010-2011

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion semestriel ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Le 17 juin 2011

Jean Louis SCHMITLIN
Président du Directoire

François BOUEIL
24 rue Louis Girard
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

IDF Expertise & Conseil
Membre de Nexia International
23 rue Paul Valéry 75116 PARIS

Parsys

Société Anonyme au capital de 4 625 001 Euros
Siège social : 1-3, rue Jean Richepin – 93 160 Noisy Le Grand

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société PARSYS, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2010 au 31 mars 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

La société PARSYS a comptabilisé à l'actif du bilan les frais de développement engagés pour l'activité santé pour un montant net, après amortissements, de 0,9 M€. Sur la base du budget de trésorerie qui nous a été présenté par la direction et compte tenu des incertitudes liées au dénouement des litiges présentés au paragraphe 2 de l'annexe, nous ne sommes pas en mesure d'estimer si le groupe dispose à ce jour des moyens financiers lui permettant de mener à terme les projets engagés, dans des conditions de rentabilité commerciale compatibles avec les besoins de liquidité à court terme du groupe.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés en annexe :

- « Faits caractéristiques de la période : 3 - Passif » : la société, placée en redressement judiciaire le 1^{er} mars 2004, a poursuivi au cours de l'exercice l'exécution du plan d'apurement du passif par voie de continuation homologué par le Tribunal de Commerce de Bobigny le 7 juillet 2004. La continuité d'exploitation est subordonnée à la capacité de la société à respecter le plan de continuation adopté.
- « Faits caractéristiques de la période : 2 - Litiges en cours » et les notes C.11 et C.12 : ces notes exposent les litiges significatifs dans lesquels la société est engagée, leur traduction comptable et les risques potentiels. Plus particulièrement en ce qui concerne le litige avec la société LEASE PLAN, il y est notamment précisé que la société pourrait être amenée à rembourser le montant du solde de l'indemnité perçue de LEASE PLAN, soit un montant maximum de 6,1 M€, hors intérêts courus. De même, le litige avec la société CARMI, pour lequel PARSYS a obtenu 1,5 M€ en exécution provisoire du jugement de 1^{ère} instance, fait actuellement l'objet d'un appel. Le tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 mars 2011 présenté en page 4 rappelle que la trésorerie disponible au 31 mars 2011 s'élevait à un montant inférieur, soit 1,1 M€.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés.

Vélizy-Villacoublay et Paris, le 17 juin 2011

IDF Expertise & Conseil
Représentée par

François BOUEIL

Eric CHAPUS

PARSYS

Société Anonyme
Au capital de 4 625 001 €
Siège social : 1- rue Jean Richepin
93160 NOISY-LE-GRAND
R.C.S. B 382 824 738

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL
01/10/2010 au 31/03/2011

1 Situation pendant le semestre écoulé• **Activité locative**

Sur le 1^{er} semestre de l'exercice en cours on constate par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent une baisse des commandes locatives (2,2 M€ contre 7 M€). Le chiffre d'affaires est en retrait par rapport à l'année précédente, passant de 4,4 à 2,6 M€.

Ceci est essentiellement dû à la situation d'incertitude liée au très lent dénouement de la procédure engagée contre GLS Lease Plan suite au dol dont Parsys a été reconnue victime.

Néanmoins, malgré la diminution du Chiffre d'affaires, la Marge Brute n'est qu'en légère baisse (1,1 vs. 1,2 M€).

Le chiffre d'affaires réalisé dans la revente du matériel d'occasion est en hausse sur la période passant de 0,6 M€ à 0,7 M€ ce qui conforte l'offre Serenity (valorisation des matériels dans le cadre de la norme ISO 14001) laquelle représente une part majoritaire de cette activité. Elle devrait continuer à assurer la stabilité de ce métier dans le futur.

La réduction des coûts d'exploitation (-25%) s'est poursuivie au regard du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, grâce à une baisse des frais de personnel (de 1.052 K€ à 742 K€, soit -30%).

Cependant, la baisse des coûts d'exploitation ne permet pas au résultat d'exploitation de redevenir positif. L'activité locative, après une réaffectation de certains de ses coûts communs avec l'activité Santé pour 180 K€, génère une perte opérationnelle courante de 538 K€ contre une perte de 938 K€ au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

La filiale ALTERNIUM, spécialisée dans la location courte durée et le remarketing en Italie a présenté une activité commerciale en diminution (le Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre de l'exercice est de 328 K€ contre 696 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent) avec un résultat légèrement déficitaire sur le semestre. Sa quote-part de résultat figure en « Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence » pour - 8 K€.

• **Activité Télé médecine**

Cette activité est toujours en démarrage. Elle a poursuivi sur le semestre son activité de recherche développement, laquelle est évaluée à 117 K€. Elle continue à enregistrer des commandes qui restent insuffisantes pour couvrir les coûts. Elle bénéficie néanmoins de perspectives favorables à terme sur plusieurs projets.

Cette activité a généré sur la période un chiffre d'affaires de 120 K€ et une marge de 71 K€. Une provision de 120 K€ complémentaire a été constatée sur une catégorie de stock dont l'écoulement paraît encore incertain. Les coûts d'exploitation sont les suivants :

- charges externes de 240 K€
- frais de personnel de 122 K€
- réaffectation de coûts de l'activité locative (services communs) 180 K€
- dotations aux amortissements 200 K€ (essentiellement liées aux frais de recherche développement).

Au total, l'activité Télémedecine génère une perte opérationnelle courante de 769 K€. Il convient de préciser que l'effort de recherche développement de 117 K€ réalisé sur la période n'a pas été porté à l'actif.

- Synthèse

Le résultat net de la période est déficitaire de 1.763 K€ par suite des opérations suivantes :

- résultat opérationnel courant de -1.306K€,
 - résultat opérationnel non courant de - 130 K€ dont honoraires de procédure de 155 K€,
 - résultat financier négatif de 291 K€, motivé à hauteur de 283 K€ par le jeu de l'actualisation des dettes à long terme,
 - charge d'impôt 27 K€,
 - quote-part de perte de 8 K€ sur la société ALTERNIUM mise en équivalence,
- La trésorerie nette passe de 728 K€ au 30/09/2010 à 1081 K€ au 31/03/2010.

3 Evolution des principaux risques

Le rapport de gestion sur les comptes de l'exercice précédent précisait les risques auxquels était soumise la société. Les principaux sont liés aux litiges en cours.

Précisons tout d'abord que dans le cadre du litige avec la CARMi, au titre de la résiliation abusive d'un marché remporté par PARSYS en 2006, la CARMi Nord Pas de Calais a été condamnée le 12 octobre 2010 à indemniser PARSYS à hauteur de 3.37 M€. La CARMi a fait appel de la décision du TGI. PARSYS a encaissé en décembre 2010 suite à exécution provisoire 1.500.000 EUR de dommage et intérêts de la CARMi. Cette somme n'a pas été portée en produit. PARSYS espère voir le jugement de 1^{ère} instance confirmé en appel et ainsi recouvrer un complément d'indemnité.

Le risque principal auquel est exposée la société est toujours lié au jugement du dol EFSI. La cours d'appel de Paris a par jugement du 26/05/2011 a validé une définition du préjudice très proche de celle défendue par PARSYS. Elle a de plus décidé la nomination d'un expert afin principalement d'évaluer le préjudice résultant de la perte de chance pour PARSYS d'avoir contracté avec GLS. Le rapport devra être remis à la Cour avant le 15 janvier 2012.

PARSYS considère que cette expertise pourrait conduire à une indemnisation supérieure aux 10 M€ reçus en 2007.

S'il s'avérait que les montants à recevoir des différents litiges étaient inférieurs à ceux déjà reçus, la société pourrait se trouver dans l'impossibilité de restituer tout ou partie des fonds.

Dans le cadre du litige avec SANIMAT relatif à la contrefaçon, un jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris a déclaré nul le brevet invoqué de SANIMAT et rejeté les demandes de la dite société qui a formé appel.

Le contrôle fiscal qui existait au 30/09/10 s'est terminé au cours du semestre. Il s'en suit une diminution du déficit reportable de 1.746 K€ et une pénalité de 79K€ pour laquelle la société a formulé une demande de recours gracieux.

4 Evolution prévisible et perspectives d'avenir

En termes d'activité, la croissance des volumes locatifs est rendue difficile du fait des incertitudes liées au litige EFSI. Les commandes estimées du 3^{ème} trimestre se montent à 4,6 M€ pour une marge de 0,5 M€.

A court terme, l'activité locative devrait être suffisante pour assurer la pérennité de l'entreprise et le remboursement de la 7^{ème} échéance du plan de continuation (646 K€) due en juillet 2011 sous réserve que les objectifs de transformation des commandes soient atteints et que le refinancement des contrats locatifs reste possible, et compte tenu de la cession des titres Parsys Télémedecine à TéléMedInvest (cf infra).

Afin d'assurer la pérennité de l'activité Télémedecine grâce à l'entrée d'investisseurs, cette activité (hors stock) a été apportée le 20/04/11 à la société PARSYS Télémedecine avec effet au 01/04/2011 par voie d'augmentation de capital en nature sur la base d'une valeur de 1.100 K€ établie par un expert. Puis 36,04% des titres ont été cédés à TéléMedInvest (TMI) pour 400 K€, société qui a bénéficié ensuite d'une augmentation de capital réservée dans PARSYS Télémedecine de 600 K€. Au final, PARSYS détient 41,52% de PARSYS Télémedecine et continue d'assurer la gestion de la société. Un contrat de management fees de 30 K€ mensuel révisable lie les deux sociétés ainsi qu'un contrat de cession du stock de matériel médical existant au 01/04/11.

5 Principales transactions avec les parties liées

	31.03.2011			30.09.2010		
	Charges	Produits	Créances (dettes)	Charges	Produits	Créances (dettes)
<i>SCPS exploitation financier</i>	116 050		-22 350	244 923		-31 350
<i>ALTERNIUM financier exploitation (1)</i>		67 970	65 500 71 158		98 288	65 500 73 788
	116 050	67 970	114 308	244 923	98 288	107 938

(1) créance dépréciée à hauteur de 35 K€ au 31/03/11

Fait à Noisy

Le 29 Mai 2011

LE DIRECTOIRE

PARSYS SA

Société anonyme au capital de 4 625 001 euros

Siège social: 1, rue Jean Richepin -93160 Noisy Le Grand

RCS Bobigny B 382 824 738

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS RESUMES AU 31 MARS 2011

I. BILANS CONSOLIDES

(en euros)	Notes	31/03/2011	30/09/2010
Ecarts d'acquisition - Goodwill	C1	0	5 531
Immobilisations incorporelles	C2	873 128	1 064 139
Immobilisations corporelles	C3	694 804	926 091
Immeubles de placement		0	0
Titres mis en équivalence	C4	0	872
Autres actifs financiers non courants	C5	450 705	454 262
Autres actifs non courants		0	0
Impôts différés	C6	408 839	520 964
ACTIFS NON COURANTS		2 427 476	2 971 858
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder		0	0
Stocks et en-cours	C7	828 244	1 323 703
Clients		715 649	806 261
Autres actifs courants	C8	289 358	745 997
Actif d'impôt exigible		0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 087 263	767 283
ACTIFS COURANTS		2 920 514	3 643 243
TOTAL DEL'ACTIF		5 347 990	6 615 102
Capital	C9	4 625 001	4 625 001
Réserves consolidés		-19 972 882	-2 369 408
Ecarts de conversion		0	0
Résultat net part du groupe		-1 763 165	-17 603 474
Capitaux propres part du groupe		-17 111 047	-15 347 881
Intérêts des minoritaires		0	0
CAPITAUX PROPRES	IV	-17 111 047	-15 347 881
Emprunts auprès des établissements de crédit	C10	2 335 787	2 251 859
Autres passifs non courants	C11	6 450 668	4 895 972
Provisions non courantes	C12	10 456 690	10 452 864
Impôts différés	C13	408 839	520 964
PASSIFS NON COURANTS		19 651 984	18 121 658
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente		0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	C10	223 509	246 197
Emprunts et dettes financières divers		0	0
Fournisseurs		888 760	2 422 607
Dettes fiscales et sociales		636 142	558 839
Autres dettes courantes	C15	919 541	595 881
Provisions courantes	C14	137 701	15 000
Passif d'impôt exigible		1 400	2 800
PASSIFS COURANTS		2 807 053	3 841 325
TOTAL DU PASSIF		5 347 990	6 615 102

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

II. COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

(en euros)	Notes	31/03/2011	31/03/2010
Chiffre d'affaires	C16	2 708 555	4 407 616
Autres produits opérationnels		47 559	19 444
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		2 756 114	4 427 060
Charges opérationnelles :			
Achats consommés		-1 610 393	-3 173 576
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		55 749	-114 495
Charges externes		-963 045	-1 061 110
Charges de personnel		-864 033	-1 158 262
Impôts et taxes		-34 924	-103 230
Dotations nettes aux amortissements		-551 068	-494 765
Dépréciation d'actifs net des reprises :			
Sur goodwill		0	0
Sur immobilisations		74 219	-6 325
Sur actifs financiers		0	0
Sur actifs courants		-134 006	-128 049
Pour risques et charges		-19 000	0
Autres charges opérationnelles		-16 010	-151 708
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	C16	-1 306 398	-1 964 460
Autres produits et charges opérationnels non courants	C17	-130 325	-10 201 883
RESULTAT OPERATIONNEL		-1 436 724	-12 166 343
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		5 299	12 021
Coût de l'endettement financier brut		-13 703	-17 982
Coût de l'endettement financier net		-8 404	-5 961
Autres produits financiers		178	2 024
Autres charges financières		-283 080	-357 769
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾⁽²⁾		-282 902	-355 745
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence		-7 660	-5 752
RESULTAT AVANT IMPOTS		-1 735 689	-12 533 800
Charge d'impôt sur le résultat	C18	-27 476	-3 274 162
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		-1 763 165	-15 807 962
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère		-1 763 165	-15 807 962
Résultat net attribuable aux intérêts des minoritaires		0	0
Résultat net par action en euros		-1,14	-10,25
Résultat dilué par action en euros		-1,14	-10,25
(1) dont profit (pertes) de change		-360	2 001
(2) dont actualisation des créances		-282 549	-357 746

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

III. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en euros)	31.03.2011	31.03.2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 763 165	-15 807 962
Dotations (reprises) nettes d'amortissements et provisions	736 125	10 875 928
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	7 660	0
Abandon de créances	0	-255 674
Coût de financement	296 783	375 751
Produits financiers	-5 477	-14 045
Impôt sur les sociétés	27 476	3 274 162
(Plus-values), moins-values de cession et de dilution	-2 064	-132
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	-702 663	-1 551 973
Variation des stocks	386 489	442 299
Variation des clients	65 575	6 530 750
Variation des fournisseurs	-1 538 906	-5 132 132
Variation des autres actifs et passifs courants	700 219	-695 567
Impôt sur le résultat (payé) remboursé	0	263 774
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE OPERATIONELLE	-1 089 285	-142 848
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-5 924	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-76 483	-712 538
Acquisitions d'immobilisations financières	-1 803	-299 985
Cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles	29 920	1 589
Cessions d'immobilisations financières	5 360	11 828
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-48 930	-999 106
Remboursement des créanciers	0	-135 579
Avance sur indemnité litige CARM	1 500 000	0
Intérêts reçus	5 477	14 045
Intérêts payés	-14 234	-18 005
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	1 491 243	-139 539
VARIATION DE TRESORERIE	353 027	-1 281 493
TRESORERIE NETTE		
à l'ouverture	728 263	3 087 411
à la clôture	1 081 290	1 805 917
Dont :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 087 263	1 815 502
Découverts bancaires	-5 973	-9 585

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

IV. ETAT DE RESULTAT GLOBAL

Etat de Résultat Global	31/03/2011	31/03/2010
Résultat de l'ensemble consolidé	-1 763 165	-15 807 962
Résultat global de l'ensemble consolidé	-1 763 165	-15 807 962
Attribuable à :		
actionnaires de PARSYS	-1 763 165	-15 807 962

V. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en euros)	Capital	Primes	Autres réserves	Résultat part du groupe	Actions propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres consolidés
Au 30/09/2009	4 625 001	6 431 369	-15 552 205	6 751 427	0	2 255 593		2 255 593
Variations reconnues directement en capitaux propres :								
Affectation du résultat			6 751 427	-6 751 427		0		0
Autres						0		0
Résultat consolidé de l'exercice				-17 603 474		-17 603 474		-17 603 474
variation de périmètre						0		0
Au 30/09/2010	4 625 001	6 431 369	-8 800 778	-17 603 474	0	-15 347 881	0	-15 347 881
Variations reconnues directement en capitaux propres :								
Affectation du résultat			-17 603 474	17 603 474		0		0
Autres						0		0
Résultat consolidé de l'exercice				-1 763 165		-1 763 165		-1 763 165
Au 31/03/2011	4 625 001	6 431 369	-26 404 252	-1 763 165	0	-17 111 047	0	-17 111 047

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

VI. ANNEXE

Approbation des comptes

Les comptes consolidés résumés ont été arrêtés par le directoire en date du 31/05/2011 et approuvés par le conseil de surveillance le 31 mai 2011.

Faits caractéristiques de la période

1. Principaux faits liés à l'activité

- Activité locative

Le chiffre d'affaires est en retrait par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent (le CA passe de 4,4 M€ à 2.6 M€). La marge brute baisse de 1,2 M€ à 1,1 M€

La réduction des coûts d'exploitation (-25%) ne permet pas au résultat d'exploitation de redevenir positif. L'activité locative, après une réaffectation de certains de ses coûts communs avec l'activité Santé pour 180 K€, génère une perte opérationnelle courante de 538 K€ contre une perte de 938 K€ au 1er semestre de l'exercice précédent.

- Activité Santé

Cette activité est toujours en démarrage. Elle a poursuivi sur le semestre son activité de recherche développement (valeur 117 K€), laquelle n'a pas par prudence été portée à l'actif. Compte tenu des incertitudes sur l'écoulement de certains de ses produits, une provision complémentaire de 0,1 M€ a été constatée sur le stock au 31/03/11. Cette activité a généré une perte opérationnelle de -769 K€ contre -1.026 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

- Eléments non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants (charge nette de 130 K€ - Cf. Note C17) incluent notamment :

- les frais de procédure liés aux litiges exposés ci-dessous (155 K€)
- une provision pour pénalité à payer suite au contrôle fiscal (79 K€).

Le contrôle fiscal en cours au 30/09/10 s'est terminé au cours du semestre. Outre l'éventuelle pénalité évoquée ci-dessus, pour laquelle un recours gracieux a été effectué, il s'en suit une diminution des déficits reportables de 1.746 K€.

2. Litiges en cours

2.1 Litige LEASE PLAN

Dans le cadre du contentieux relatif à une opération de croissance externe (acquisition d'EFSI), la séquence des décisions est la suivante :

- sentence arbitrale du 7 avril 2005 condamnant pour dol GLS Lease Plan à verser à PARSYS une indemnisation d'un montant de 4.204 K€
- arrêt du 6 juillet 2006 confirmant le principe du dol par réticence rendu par la cour d'appel de Paris et nomination d'un expert.
- rapport de l'expert remis à la cour le 5 mai 2008.

- condamnation par la cour d'appel de Paris le 12/03/2009 de GLS LEASE PLAN, à payer à PARSYS une indemnité de 10,3 M€ (complément de 6,1 M€ à la sentence arbitrale versé à PARSYS en avril 2009 – produit constaté dans les comptes au 31/03/09)
- cassation partielle le 25 mars 2010 de la décision d'appel du 12 mars 2009. Cette décision, qui a replacé les parties dans l'état où elles se trouvaient avant l'arrêt du 12/03/09, ne remet pas en cause le dol mais le mode de calcul de son indemnisation.
- décision du Tribunal de commerce de Nanterre autorisant PARSYS à n'être tenu de retourner les fonds correspondants à GLS LEASE PLAN qu'après 16 mois à compter du 29 avril 2010. Ce jugement a été confirmé en appel auprès de la Cour d'appel de Versailles
- Arrêt du 26 mai 2011 rendu par la cour d'appel de Paris définissant le mode d'indemnisation du préjudice et nommant un expert (Cf. événements postérieurs)

Si PARSYS devait en définitive restituer une partie de l'indemnité initialement perçue, la trésorerie disponible n'offrirait pas nécessairement la possibilité d'un tel acte.

2.2 Litige CARMI

Au titre de la résiliation abusive d'un marché remporté par PARSYS en 2006, la CARMI Nord Pas de Calais a été condamnée le 12 octobre 2010 à indemniser PARSYS à hauteur de 3.37 M€. La CARMI a fait appel de la décision du TGI. PARSYS a encaissé en décembre 2010 suite à exécution provisoire 1.500.000 EUR de dommage et intérêts de la CARMI. Cette somme n'a pas été portée en produit et figure au poste « autres passifs non courants ».

2.3 Litiges SANIMAT

Deux litiges opposent PARSYS à la société SANIMAT :

- pour contrefaçon : SANIMAT a été déboutée en 1ère instance pour irrecevabilité. Une deuxième action a été lancée par SANIMAT. Par jugement du 3 mars 2011, le Tribunal de Grande Instance de Paris a déclaré nul le brevet invoqué de SANIMAT et rejeté les demandes de la dite société. Un appel a été formé par SANIMAT.
- pour concurrence déloyale : PARSYS a été condamné en première instance pour un montant de 310 K€, lequel a été versé. Appel a été formé par PARSYS.

3. Passif

PARSYS SA est dans la septième année de son plan de continuation, prononcé le 7 juillet 2004 par le Tribunal de Commerce de Bobigny. Le passif qui résulte de l'arrêté définitif des créances par le juge commissaire, ainsi que l'échéancier de remboursement, est détaillé aux différentes rubriques du passif du bilan.

Au 31/03/11, la sixième échéance du plan a été payée. Les chèques non débités de la 6^{ème} échéance se montent à 9 K€.

La 7ème échéance deviendra exigible au mois de juillet 2011, soit 646 K€.

Afin d'assurer le développement de son activité télémedecine, PARSYS entend :

- filialiser cette activité par voie d'apport en nature des éléments incorporels et corporels de l'activité santé, hors stocks, d'une valeur de 1.100.000 EUR, valeur déterminée sur la base d'un rapport d'expert, à une société dédiée dénommée PARSYS Télémedecine. Le commissaire aux apports a rendu un avis favorable à l'opération.
- faire investir à ses côtés Télémedinvest société dont l'objet est d'investir dans des entreprises de télésanté en lui cédant 36.04% du capital de PARSYS Télémedecine (moyennant un prix en numéraire de 400K€) et en lui réservant une augmentation de capital d'un montant (prime d'émission comprise) de 600K€.

A cet effet, la société a été autorisée par jugement du tribunal de commerce de Bobigny du 13/10/2010 à céder 58,48% du capital de sa filiale PARSYS TELEMEDECINE. La gestion opérationnelle de la société PARSYS TELEMEDECINE sera confiée à la société PARSYS.

Evénements postérieurs

Dans le cadre du litige LEASE PLAN, par arrêt du 26 mai 2011 la cour d'appel a décidé la nomination d'un expert afin principalement d'évaluer le préjudice résultant de la perte de chance pour PARSYS d'avoir contracté avec GLS si elle avait été correctement informée. Le rapport devra être remis à la Cour avant le 15 janvier 2012.

Le 26/04/11, PARSYS a apporté à PARSYS Télémedecine son activité santé tel que décrit ci-dessus. Le 03/05/11 PARSYS a cédé 40.000 actions de PARSYS Télémedecine pour 400K€ à la société Télé Med Invest (TMI). Le 25/05/11, PARSYS Télémedecine a procédé à une augmentation de capital de 600 K€, soit 60.000 actions réservée à TMI. Au 31/05/2011, PARSYS détient 71.000 actions sur les 171.000 actions composant le capital social de PARSYS Télémedecine, soit 41,52 %. Les données sectorielles présentent au § C.16 une ventilation du résultat du 1^{er} semestre entre les activités locative et santé.

Eu égard au non maintien des engagements pris envers l'administration fiscale lors de la TUP de PARSYS SANTE, cet apport entrainera une diminution des reports déficitaires de PARSYS de 992 K€.

A. Principes comptables et méthodes d'évaluation

A.1. Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels résumés au 31/03/2011 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne notamment la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et applicables au 31/03/2011, date de clôture des comptes. Ces normes sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

A.2. Méthodes comptables

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles utilisées sur l'exercice précédent

Les normes ou interprétations suivantes, modifiées ou entrées en vigueur sur l'exercice, n'ont pas eu d'incidence pour le groupe :

- IFRIC 19 Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux propres (applicable aux exercices ouverts à compter du 01/07/2010)

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation la norme :

- IAS 24 relative aux parties liées (applicable aux exercices ouverts à compter du 01/01/2011)

B. Périmètre de consolidation

Sociétés	Siège	Méthode de consolidation	31.03.2011	30.09.2010
			Pourcentage d'intérêt du Groupe	
PARSYS	Noisy Le Grand	Intégration globale	100,0%	100,0%
ALTERNIUM	Milan (Italie)	Mise en équivalence	45,0%	45,0%
PARSYS TELEMEDECINE	Paris	Intégration globale	100,0%	100,00%

C. Compléments d'information sur l'état de situation financière et le compte de résultat

Les informations sont données, sauf indication contraire, en euros.

C.1. Ecarts d'acquisition - Goodwill

	31.03.2011	30.09.2010
Valeur d'acquisition à l'ouverture	5531	6244
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises		-713
Cessions		
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente		
Ecarts de conversion		
Valeur d'acquisition à la clôture	5 531	5531
Pertes de valeurs à l'ouverture		
Pertes de valeur sur goodwill	-5531	
Cessions		
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente		
Pertes de valeur à la clôture	-5531	
Valeur nette	0	5 531
Dont activité location	0	5531
activité santé		

C.2. Immobilisations incorporelles

	30.09.2010	Transfert	Augmentation	Diminution	31.03.2011
Frais de recherche	1 938 647				1 938 647
Concessions, brevets, licences	96 963		5 924		102 887
Fonds de commerce	0				0
Autres immobilisations incorporelles	594 650				594 650
Valeur brute	2 630 260	0	5 924	0	2 636 184
Frais de recherche	890 251		193 864		1 084 115
Concessions, brevets, licences	83 465		981		84 446
Fonds de commerce	0				0
Autres immobilisations incorporelles	592 405	1 928	161		594 495
Amortissements et pertes de valeur	1 566 121	1 928	195 006	0	1 763 056
	1 064 139				873 128

Les frais de recherche développement de l'activité santé d'un montant de 117 K€ pour le 1^{er} semestre n'ont pas été portés à l'actif au 31/03/11.

C.3. Immobilisations corporelles

	30.09.2010	Transfert	Augmentation	Diminution	31.03.2011
Installations générales constructions	14 483				14 483
Installations tech, mat et outillages ind.	93 571				93 571
Installations générales agencements, aménagements divers	1 110 575				1 110 575
Matériel de transport	0		8 027		8 027
Matériel informatique et mobilier de bureau	357 840		4 339		362 179
Matériels Auto-portés	1 727 507		64 117	-498 850	1 292 774
Valeur brute	3 303 975	0	76 483	-498 850	2 881 608
Installations générales constructions	14 483				14 483
Installations tech, mat et outillages ind.	69 793		3 856	-0	73 649
Installations générales agencements, aménagements divers	971 385		27 440	-0	998 825
Matériel de transport	0		502		502
Matériel informatique et mobilier de bureau	325 012	-1 928	1 831		324 915
Matériels Auto-portés	997 211		326 141	-548 921	774 431
Amortissements et pertes de valeur	2 377 885	-1 928	359 769	-548 921	2 186 804
	926 091				694 804

Les pertes de valeur concernent les matériels autoportés (dotation : 4 K€ ; reprise 78 K€ ; situation finale 4 K€).

C.4. Titres mis en équivalence

	31.03.2011	30.09.2010
ALTERNIUM	0	872

	31.03.2011	30.09.2010
Nombre de titres détenus		
Pourcentage d'intérêts (1)	45,00%	45,00%
Valeur d'équivalence à l'ouverture	872	0
Variation de périmètre ou du pourcentage détenu		
Résultat de la période	-7 660	1 903
Autres variations de capitaux propres		
Ecart d'acquisition		713
Provision	6 788	-1 744
Valeur d'équivalence à la clôture	0	872
Valeur d'acquisition à l'ouverture	4 500	4 500
Augmentation		
Diminution		
Valeur d'acquisition à la clôture	4 500	4 500
Impôts différés passifs à l'ouverture		
Augmentation		
Diminution		
Impôts différés passifs à la clôture		

Les éléments significatifs des états financiers d'ALTERNIUM SRL sont les suivants :

	28/02/2011	31.08.2010
Actifs non courants	5 525	3 486
Actifs courants	486 666	420 767
Total de l'actif	492 190	424 253
Capitaux propres (part du Groupe)	-15 083	1 938
Intérêts minoritaires		
Passifs non courants	10 590	9 311
Passifs courants	496 684	413 004
Total du passif	492 190	424 253
Chiffre d'affaires	328 436	1 008 649
Résultat opérationnel courant	-15 151	21 882
Résultat opérationnel	-15 407	21 882
Résultat financier	-1 614	-855
Résultat avant impôt	-17 022	21 027
Résultat net de l'ensemble consolidé	-17 022	5 813
Résultat net (part du groupe)	-7 660	2 616

C.5. Autres actifs financiers non courants

	Dépôts	Créance société mise en équivalence	Prêts et créances	31.03.2011
Actifs financiers, solde d'ouverture	367 039	65 500	21 722	454 261
Valeur brute	367 039	65 500	21 722	454 261
Cumul des pertes de valeur				0
Investissements	1 803			1 803
Cessions, remboursements	-5 360			-5 360
Transferts (vers) d'autres rubriques				0
Augmentation (diminution) provenant des variations de la juste valeur				0
Actifs financiers, solde de clôture	363 483	65 500	21 722	450 705
Valeur Brute	363 483	65 500	21 722	450 705
Cumul des pertes de valeur	0	0	0	0

C.6. Impôts différés actifs

Eu égard aux incertitudes liée à la procédure contentieuse en cours (Cf. évènements significatifs du semestre), les impôts différés actifs ont été limités aux impôts différés passifs.

C.7. Stocks et en-cours

	31.03.2011			30.09.2010		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Stock "longue durée"						
Nouveaux matériels	230 011		230 011	672 417	0	672 417
Encours	124 398	-112 436	11 962	124 230	-103 361	20 869
Stock "Fin de contrat"	185 489	-45 280	140 209	163 846	-64 766	99 080
Stock Santé						
Matières consommables	321 448	-169 232	152 216	280 901	-126 414	154 486
Produits semi-finis	703 758	-452 947	250 810	724 893	-376 386	348 507
Produits finis	43 037	0	43 037	28 343	0	28 343
TOTAL	1 608 140	-779 896	828 244	1 994 630	-670 927	1 323 703
Dont :						
Location			382 182			792 366
Santé			446 063			531 336

Des provisions ont été constituées sur certains produits de l'activité médecine eu égard au peu de visibilité quant à l'écoulement du stock.

C.8. Autres actifs courants

	31.03.2011	30.09.2010
Avances et acomptes versés	124	612
Créances sur l'Etat (1)	161 956	595 495
Créances sur le personnel	2 395	1 397
Créances auprès des organismes sociaux		
Autres créances diverses	4 183	39 915
Charges constatées d'avance	120 699	108 577
Valeur brute	289 358	745 997
A déduire : provision pour dépréciation		
Valeur nette	289 358	745 997
(1) créances sur l'état		
Produit à recevoir / Etat	16 169	385 365
TVA Française	145 787	210 130

Le produit à recevoir / Etat concerne le Crédit Impôt Recherche

C.9. Capitaux propres

Il n'y a pas eu de modification dans la composition du capital au cours du semestre.

C.10. Emprunts auprès des établissements de crédit, endettement financier net et instruments financiers

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond :

- aux montants figurant au passif du bilan sous les postes « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit », courants comme non courants,
- aux apports des actionnaires figurant au poste « emprunts et dettes financières diverses »
- aux dettes issues du plan de continuation figurant dans les différents postes du passif du bilan autres que sous le poste « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit »
- diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan sous la rubrique du même nom.

Endettement financier net		31.03.2011	30.09.2010
Emprunts à plus d'un an et moins de cinq ans		2 335 787	2 251 859
Emprunts à plus de cinq ans		0	0
Passifs financiers non courants	I	2 335 787	2 251 859
Emprunts à moins d'un an		217 536	207 177
Intérêts courus		5 973	7 888
Banques créditrices (*)			31 132
Passifs financiers courants	II	223 509	246 197
Comptes courants d'actionnaires			
Autres Passifs financiers courants	III	0	0
Dettes du plan de continuation figurant en :			
Autres passifs non courants		4 672 577	4 504 685
Fournisseurs		106 323	101 263
Dettes fiscales et sociales		279 243	265 944
Autres dettes courantes		42 285	40 272
Autres Passifs	IV	5 100 428	4 912 165
Total Passifs	V = I + II + III + IV	7 659 724	7 410 221
dont Taux fixe			
Taux variable		7 659 724	7 410 221
Disponibilités		1 087 263	767 283
Trésorerie et équivalents de trésorerie	VI	1 087 263	767 283
Endettement financier net	(V - VI)	6 572 460	6 642 939

Les emprunts à plus d'un et à moins d'un an sont aussi des dettes du plan de continuation.

Les dettes fournisseurs, fiscales-sociales et clients créditeurs issues du plan de continuation sont inscrits pour la part à plus d'un an en « autres passifs non courants »

La variation de l'endettement « Passifs » de +250 K€ provient essentiellement :

- de la disparition des banques créditrices pour -31 K€
- de la différence d'actualisation des créances du plan de continuation pour +282 K€

Les dettes du plan de continuation ont été à l'origine étalées sur 10 ans et ne portent pas intérêt. Au 31/03/11, il reste 4 échéances de plan à payer. Ces dettes ont été comptabilisées à leur juste valeur par résultat, c'est-à-dire avec une décote de manière à ramener leur taux d'intérêt effectif à celui d'une dette normale. Le taux d'intérêt retenu est de 5%, taux auquel le groupe pourrait se refinancer auprès d'un organisme de crédit. Les variations de juste valeur sont inscrits au compte de résultat sur la ligne « autres charges financières ».

C.11. Autres passifs non courants

Au 31/03/11, ils sont constitués :

- des dettes à plus d'un an du plan de continuation pour 4.673 K€
- d'une somme de 1.500 K€ reçue en exécution provisoire d'un jugement de 1^{ère} instance dans le cadre du litige CARMi. Il a été considéré comme plus improbable que probable que cette somme serait à reverser. En conséquence elle a été classée en passif non courant. S'il s'avérait que le jugement d'appel attendu au cours du 1er semestre de l'exercice prochain était très défavorable à PARSYS, la société pourrait avoir à régler ce montant. Dans le cas contraire il constituerait un produit.
- de la part à plus d'un an de dépôts clients pour 140 K€
- d'un prêt OSEO de 138 K€

C.12. Provisions non courantes

Les provisions non courantes, non directement liées aux cycles d'exploitation, concernent les éléments suivants :

	30.09.2010	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31.03.2011
Restructurations (prud'hommes)	100 000				100 000
Litige	10 292 020				10 292 020
Divers	2 221				2 221
Quote part d'Alternium		6 788			6 788
Avantages postérieurs à l'emploi	58 623	3 000	-5 961		55 662
Total	10 452 864	9 788	-5 961	0	10 456 690

C.13. Impôts différés passif

Il s'agit des impôts différés sur les ajustements de juste valeur et l'activation de frais de recherche développement.

C.14. Provisions courantes

La variation des provisions courantes, s'analyse ainsi :

	30.09.2010	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31.03.2011
Charge sur dénouement de contrats	15 000	19 000			34 000
Risque fiscal	0	79 329			79 329
appel en garantie loi Gayssot		24 371			24 371
	15 000	122 700			137 700

C.15. Autres dettes courantes

	31.03.2011	30.09.2010
Dettes du plan de continuation	42 285	40 272
Préfinancements	0	78 389
Avances et acomptes reçus	225 257	291 412
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Mandat de gestion	340 764	49 872
Créditeurs divers	76 953	86 513
Produits constatés d'avance	234 281	49 424
	919 541	595 881

C.16. Informations sectorielles

La ventilation du résultat opérationnelle courant par activité est présentée dans le tableau suivant :

	31/03/2011			31/03/2010		
	Location	Santé	Cumul	Location	Santé	Cumul
Chiffre d'affaires	2 588 862	119 693	2 708 555	4 396 020	11 596	4 407 616
Marge Brute (1)	1 107 889	70 676	1 178 565	1 195 004	-63 511	1 131 492
<i>amort et prov liés au CA</i>	<i>-271 038</i>	<i>-119 379</i>	<i>-390 417</i>	<i>-298 492</i>	<i>-202 128</i>	<i>-500 619</i>
Marge corrigée (A)	836 851	-48 703	788 148	896 512	-265 639	630 873
Refacturations	181 500	-156 028	25 472	180 000	-180 000	0
Production Immobilisée	0		0			0
Charges externes	-748 846	-239 621	-988 466	-836 385	-251 673	-1 088 058
Impôts et taxes	-32 901	-2 023	-34 924	-89 692	-13 537	-103 230
Charges salariales	-741 648	-122 386	-864 033	-1 052 068	-106 194	-1 158 262
transferts	2 352	0	2 352	5 335		5 335
Frais généraux (2)	-1 339 542	-520 058	-1 859 600	-1 792 811	-551 404	-2 344 215
Amortissements	-28 774	-146 034	-174 808	-36 656	-149 222	-185 878
Provisions	0		0	-6 785		-6 785
Frais corrigés (B)	-1 368 316	-666 091	-2 034 408	-1 836 251	-700 626	-2 536 878
EBITDA (1) + (2)	-231 653	-449 382	-681 035	-597 807	-614 915	-1 212 723
<i>régularisations clients (C)</i>	<i>-6 311</i>		<i>-6 311</i>	<i>1 541</i>	<i>-6 169</i>	<i>-4 628</i>
Rés. d'exploitation (A+B+C)	-537 776	-714 794	-1 252 570	-938 198	-972 435	-1 910 633
Retraitements de consolidation		-53 827	-53 827		-53 827	-53 827
Résultat opérationnel courant	-537 776	-768 621	-1 306 397	-938 198	-1 026 262	-1 964 460

Les retraitements concernent des amortissements de frais de recherche développement.

Les données relatives aux actifs non courants sont les suivantes :

	31/03/2011			30/09/2010		
	Location	Santé	Cumul	Location	Santé	Cumul
Ecarts d'acquisition - Goodwill	0		0	5 531		5 531
Immobilisations incorporelles	156	872 972	873 128	317	1 063 822	1 064 139
Immobilisations corporelles	659 006	35 798	694 804	895 076	31 015	926 091
Immeubles de placement			0			0
Titres mis en équivalence	0		0	872		872
Autres actifs financiers non courants	450 705		450 705	454 262		454 262
Autres actifs non courants			0			0
Impôts différés	319 128	89 711	408 839	413 311	107 653	520 964
ACTIFS NON COURANTS	1 428 994	998 481	2 427 476	1 769 368	1 202 491	2 971 859

C.17. Autres produits et charges opérationnels non courants

	31.03.2011	31.03.2010
Honoraires de procédures	-154 972	-77 514
Licenciements	-7 765	-117 903
Indemnité GLS		-10 292 020
Abandon créance / passif		255 674
Gain / TVA étrangère	85 351	
Provision / risque fiscal	-79 329	
Divers	23 429	30 566
Variation provision pour retraite	2 961	-687
	-130 325	-10 201 883

C.18. Impôt sur les sociétés

La charge d'impôts relative au 1^{er} semestre de l'exercice en cours correspond à un ajustement du crédit impôt recherche.

C.19. Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et passifs éventuels

Les seuls engagements ayant variés de façon significative par rapport au 30/09/10 sont les engagements donnés (augmentation des reversements à ING de loyers futurs suite à cession à ING de chaînes de loyers portés à 365 K€ au 31/03/11 contre 475 K€ au 30/09/10)

C.20. Informations sur les parties Liées

	31.03.2011			30.09.2010		
	Charges	Produits	Créances (dettes)	Charges	Produits	Créances (dettes)
	<i>SCPS exploitation financier</i>	116 050		-22 350	244 923	
<i>ALTERNIUM financier exploitation (1)</i>		67 970	71 158		98 288	73 788
	116 050	67 970	114 308	244 923	98 288	107 938

(1) créance dépréciée à hauteur de 35 K€ au 31/03/11